

tion. On parle de consentir des prêts aux salariés gagnant de \$5,000 à \$10,000 par année, à un taux d'intérêt de 5 ou 6 p. 100. J'ose croire que le gouvernement sera sensible à ces recommandations. On pourrait dire qu'on se limite à critiquer. Je pense que nos suggestions sont acceptables. Je suis convaincu que l'élaboration d'une politique en ce sens serait de nature à relancer sérieusement l'industrie de la construction, tant au Québec qu'au Canada.

En effet, l'industrie de la construction procure du travail à près de 30 p. 100 de la main-d'œuvre du Canada. On répondra peut-être que le danger d'inflation existe. Je rigole beaucoup quand on parle de l'inflation, parce que la politique du gouvernement visant à l'enrayer a contribué à l'aggraver. L'inflation n'a jamais été si considérable. Pourtant, on a effectué des coupures dans le budget des divers ministères, tout en créant plus de chômage, pour enrayer l'inflation. La politique du gouvernement à ce sujet n'a pas eu les résultats escomptés.

L'habitation n'est pas pour autant dans une meilleure situation. Si l'on mettait en pratique les suggestions visant à la relance de la construction, on créerait des milliers d'emplois, et l'on rendrait les industries plus prospères.

Quant aux 500,000 chômeurs à qui l'on verse de \$53 à \$60 par semaine, ils pourraient trouver du travail. Ils paieraient des impôts et des taxes peu élevées sur certains matériaux de construction. Toutefois, il faudrait supprimer la taxe générale de 11 p. 100 sur les matériaux de construction.

Ne voulant pas priver de leur droit de parole mes collègues qui auront sûrement beaucoup de choses à dire, je termine mes observations en disant qu'à l'instar d'une partie importante de la population, je suis profondément déçu de la politique du gouvernement actuel en ce qui a trait à l'habitation. Bien sûr, j'ai eu le plaisir d'approuver la politique du gouvernement en d'autres domaines. Je me faisais même le devoir de l'approuver. Quant à la faillite de la politique relative à l'habitation et visant à venir en aide aux salariés à revenu modeste, je pense qu'il est de mon devoir—et je ne pense pas me tromper en le disant—d'accuser le gouvernement d'en être responsable.

On aura beau parler de la création d'un ministère des Affaires urbaines, du dialogue ou de la collaboration entre les gouvernements provinciaux, municipaux et fédéral, mais aussi longtemps qu'on refusera de réduire considérablement les taux d'intérêt et de présenter une loi visant à la réduction du prix des matériaux de construction, il sera complètement ridicule de parler de la relance

de l'industrie de la construction et les vœux du ministre, aujourd'hui, ne seront encore que des «vœux pieux.»

J'ose croire que ces quelques commentaires inciteront le gouvernement à être plus sérieux, plus courageux et plus sincère à l'égard du grand nombre de personnes qui ont besoin de logements convenables, à des prix raisonnables. C'est la seule façon, dis-je, d'offrir à ces gens des logements convenables. C'est ainsi que nous relancerons l'industrie de la construction. En parler plus longtemps serait probablement peine perdue. J'espère que le gouvernement saura profiter de ces suggestions et que je ne serai pas celui qu'on jugera comme se limitant à faire des critiques destructives. Au contraire, j'ai essayé de faire des suggestions, en espérant toujours que le gouvernement cessera de faire la sourde oreille, relativement à la possibilité de loger les salariés à revenu modeste dans des logis convenables, à des prix raisonnables.

Monsieur l'Orateur, je crois que nous posons là un geste très humain, car nous reconnaissons qu'une personne qui devient propriétaire constitue un actif précieux pour la société, étant donné qu'un propriétaire s'intéresse toujours plus à la société que celui qui ne possède pas son logement. Les propriétaires ont davantage le sens des responsabilités, car ils désirent conserver leur propriété. Je pense que c'est un honneur et un sujet de fierté que de pouvoir se payer une maison convenable, ce qui pourrait se faire pour tout le monde, si l'on pouvait emprunter à un taux d'intérêt raisonnable et acheter les matériaux à un prix abordable. A mon sens, il n'existe pas d'autre solution. Je ne suis pas un économiste reconnu, mais je crois pouvoir dire que les économistes qui jusqu'ici ont proposé des politiques sur l'habitation ont «royalement» manqué leur coup.

[Traduction]

M. Robert P. Kaplan (Don Valley): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de pouvoir prendre part au débat cet après-midi. Cela vous intéressera probablement de savoir que, de ce côté-ci de la Chambre, une longue liste de députés souhaitent participer à ce débat sur la politique urbaine. Nous sommes reconnaissants à l'opposition de soulever aussi souvent ce problème. Pendant trois jours—les bons jours, à savoir les vendredis et les lundis, sont plutôt rares—j'ai attendu de pouvoir faire quelques remarques et je suis heureux d'en avoir maintenant l'occasion. Cependant, je trouve que tout ce que j'aurais aimé dire a été très bien exposé par certains députés qui ont pris la parole.

• (3.50 p.m.)

Je comprends fort bien la position du gouvernement. J'approuve son évaluation de la